

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		référence dossier
Demande déposée le 01/08/2012		N° PC 008105 12X0053
Complétée le 14/03/2013 et le 04/04/2013		
Par : Demeurant à :	Syndicat Mixte de Traitement des Déchets Ardennais 14 rue Camille Didier 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	Surface de plancher autorisée : à démolir : 3 765m ² à construire : 6 299 m ²
Représenté par :	M. SIGNORET Francis	Destination : Service public ou d'intérêt collectif
Pour :	<u>Travaux sur construction existante :</u> Démolition d'un bâtiment à usage industriel et de bureaux <u>Nouvelle construction :</u> Construction d'un centre de tri de déchets ménagers recyclables	
Sur un terrain sis :	11-13 rue Camille Didier CY 0237, CY 0207	

LE MAIRE DE CHARLEVILLE-MEZIERES

VU la demande de permis de construire susvisée,
VU la majoration de délai en date du 27/08/2012, portant à 2 mois le délai légal d'instruction à partir de la réception de l'avis du commissaire enquêteur,
VU les pièces complémentaires fournies le 14/03/2013 et le 04/04/2013,
VU le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,
VU les articles L.123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme,
VU le Plan Local d'Urbanisme de Charleville-Mézières, prescrit le 23 septembre 2003, arrêté le 7 février 2008 et approuvé le 30 mars 2009, devenu exécutoire le 13 octobre 2009, modifié le 27 juin 2012, devenu exécutoire le 25 juillet 2012,

VU l'avis favorable avec réserves de GRT Gaz en date du 12/09/2012,
VU l'avis favorable de Coeur d'Ardenne, Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières, direction de l'eau et de l'assainissement en date du 07/05/2013,
VU les avis favorables avec réserves du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 17/09/2012 et du 09/04/2013 qui considèrent que le bâtiment est un établissement recevant des travailleurs et non un établissement recevant du public du fait du faible effectif prévisible,
VU l'avis favorable de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Champagne Ardenne - Unité territoriale des Ardennes - Service inspection du Travail en date du 09/10/2012,
VU l'avis favorable de la SAS Thermopyles en date du 05/09/2012,
VU l'avis favorable avec réserve de la DREAL en date du 23/08/2012,
VU l'avis favorable avec réserves d'ERDF en date du 29/08/2012,
VU l'avis favorable de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Champagne-Ardenne en date du 24/07/2012,

VU le rapport du commissaire enquêteur référencé n° EI2000227/51 donnant un avis favorable au projet suite à l'enquête publique qui a eu lieu du 07/02/2013 au 07/03/2013, et porté à la connaissance de la Ville en date du 04/04/2013,
VU l'Autorisation de Travaux n° AT 008 105 12X 0039 délivrée le 18/04/2013 au titre du Code de la Construction et de l'Habitation concernant l'accessibilité et la sécurité contre l'incendie des Etablissements Recevant du Public,

VU les documents numérotés de 1 à 35 annexés au présent arrêté,

.... ARRETE

ARTICLE 1 : Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée (cadre 1) et avec les surfaces figurant au cadre 2.

ARTICLE 2 : Les prescriptions contenues dans le rapport du Service Départemental d'Incendie et de Secours joint au présent arrêté seront respectées.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le

22 MAI 2013

Le Maire,
Pour le Maire
L'Adjoint délégué,

Raymond STEVENIN



Transmis au Représentant de l'Etat
le

22 MAI 2013

AFFICHE LE 22 MAI 2013

POUR INFORMATION :**FISCALITE :**

La construction sera assujettie au paiement de la Taxe d'Aménagement.

ASSAINISSEMENT :

La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (la PFAC) est appliquée dans le périmètre de Coeur d'Ardenne, conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, à l'article 30 de la loi de finances rectificative n° 2012-354 du 14 mars 2012 et en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n° CC120626-122 exécutoire en date du 17 juillet 2012. Le fait générateur de la PFAC est le raccordement effectif de la construction au réseau public d'assainissement. La PFAC est facturée au propriétaire après réception par les services de Coeur d'Ardenne des travaux de raccordement à l'égout.

ELECTRICITE :

Le projet d'implantation du bâtiment rend nécessaire une extension du réseau d'électricité à la charge de la commune d'un montant maximum de 3 981,89 € HT.

Il est précisé que la réponse d'ERDF est basée sur une puissance de raccordement de 1250 k W triphasé.

GAZ :

Une déclaration de travaux devra être établie par le pétitionnaire et l'entreprise chargée de travaux devra réaliser une DICT.

ARCHEOLOGIE :

Toute découverte de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au Maire de la Commune conformément à l'article L.531-14 du Code du Patrimoine.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.